



La Coalition pour le contrôle des armes soutient le Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut (PIAFSAA)

Toronto, Ontario, 17 janvier 2026 : " La Coalition pour le contrôle des armes soutient le Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut (PIAFSAA), du gouvernement canadien, qui sera lancé à l'intention des propriétaires d'armes à feu individuels le 19 janvier 2026.

Bien que les fusillades de masse soient rares au Canada, lorsqu'elles se produisent, les armes à feu utilisées sont souvent obtenues légalement et détenues par des propriétaires titulaires d'un permis. Dans de nombreux pays à travers le monde, des chercheurs ont démontré le lien entre le taux de possession d'armes à feu par des civils et le taux de décès et de blessures par arme à feu.

Si les armes de contrebande constituent un problème, en particulier dans le contexte de la violence urbaine et des gangs, la grande majorité des fusillades de masse au Canada ont été perpétrées par des propriétaires d'armes à feu légaux ou avec des armes provenant de sources légales.

Bien que les définitions varient d'une juridiction à l'autre, la plupart des pays industrialisés interdisent les armes à feu semi-automatiques de type militaire qui ne sont pas nécessaires à la chasse. Si certains souhaitent les collectionner ou les utiliser pour des jeux de tir « pratiques », la menace que ces armes représentent l'emporte sur leur utilité.

Depuis plus de 35 ans, la grande majorité des Canadiens, y compris de nombreux propriétaires d'armes à feu, soutiennent l'interdiction des armes à feu semi-automatiques de type militaire. Les efforts visant à renforcer les restrictions se sont également heurtés à une opposition organisée, notamment à des campagnes alimentées par la désinformation plutôt que par les faits. La politique publique devrait être guidée par la réduction de risques et les résultats, et non par la rhétorique.

La Coalition, en collaboration avec plus de 200 organisations œuvrant dans les domaines de la santé publique, de la prévention de la violence, de la sécurité publique, des communautés, des femmes et des victimes, plaide depuis près de 35 ans en faveur d'approches fondées sur des faits pour prévenir la violence par arme à feu. Malgré une opposition farouche, le gouvernement du Canada poursuit son Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut (PIAFSAA) en combinaison d'autres mesures visant à renforcer la sécurité des Canadiens grâce à une approche efficace en matière de sécurité publique.

Le Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut (PIAFSAA) est un élément important d'une stratégie globale: le Canada doit continuer à s'attaquer aux causes profondes de la violence et à renforcer les critères de sélection et d'admissibilité pour tous les propriétaires d'armes à feu, afin de garantir que l'interdiction de la vente, du transfert et de l'importation d'armes de poing soit mise en œuvre et appliquée comme prévu. Parallèlement, il est essentiel de prendre des mesures plus strictes pour combattre le trafic d'armes à feu et les chaînes d'approvisionnement illégales. Des engagements sérieux quant à la mise en œuvre, à la capacité d'application et à l'obtention de résultats mesurables sont nécessaires pour que toute modification législative apporte de réels avantages en matière de sécurité publique. "

Contact:

Wendy Cukier, MA, MBA, PhD, DU (HC) LLD (HC) M.S.C.

Présidente de la Coalition pour le contrôle des armes

wcukier@torontomu.ca

ou

Kathleen Powderley, Responsable des communications, kathleen@responsiblecomm.ca,
416-803-5597.

À propos de la Coalition pour le contrôle des armes

Fondée à la suite du massacre de Montréal en 1989, la Coalition pour le contrôle des armes a travaillé sur des stratégies fondées sur des données probantes afin de réduire la violence par arme à feu. Des mesures importantes de contrôle des armes à feu ont été prises au Canada en 1991, 1995, puis à nouveau en 2020. La Coalition est la seule organisation pancanadienne qui se consacre à la recherche, à la défense des droits et à l'élaboration de politiques visant à instaurer des mesures plus strictes de contrôle des armes à feu au Canada. Les efforts de la Coalition sont soutenus par plus de 200 organisations œuvrant dans les domaines de la santé, de la prévention de la violence, des communautés, des victimes, de la sécurité publique et des femmes.